

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS ANTILLES GUYANE

Société Anonyme au capital de 13 829 320 euros
Siège Social : 1 boulevard Haussmann - 75009 PARIS
393 095 757 R.C.S. PARIS

Comptes annuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(En milliers d'Euros)

Notes	Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2017
2-4-5	Opérations interbancaires et assimilées	755 998	751 842
	- Caisse, Banques Centrales	48 573	48 755
	- Effets publics et valeurs assimilées	0	0
	- Créances sur les établissements de crédit	707 425	703 087
	.Comptes ordinaires	243 642	175 370
	.Comptes et prêts	463 783	527 717
	.Opération de pensions	0	0
3-4-5	Opérations avec la clientèle	1 005 844	1 085 852
	- Créances saines sur la clientèle	971 000	1 046 825
	.Créances commerciales	1 959	1 653
	.Comptes débiteurs	31 521	41 873
	.Autres crédits	937 520	1 003 299
	-Créances douteuses et douteuses-compromises	34 844	39 027
6	Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
6	Actions et autres titres à revenu variable	0	0
6	Participations et autres titres détenus à long terme	4 544	4 543
6	Parts dans les entreprises liées	0	0
7	Immobilisations incorporelles	783	724
7	Immobilisations corporelles	15 974	15 418
8	Autres actifs	6 178	6 072
8	Comptes de régularisation	46 788	19 065
	Total de l'actif	1 836 109	1 883 516

Notes	Hors bilan	31/12/2016	31/12/2017
14	Engagements de financement donnés	32 006	37 665
14	Engagements de garantie donnés	123 333	134 999

Notes	Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2017
		Avant affectation du résultat	
9	Opérations interbancaires et assimilées	22 198	11 152
	- Banques Centrales	80	0
	- Dettes envers les établissements de crédit	22 118	11 152
	.Comptes à vue	9 577	11 067
	.Comptes et emprunts à terme	12 541	85
	.Opérations de pension	0	0
10	Comptes créditeurs de la clientèle	1 673 053	1 749 847
	- Comptes à vue	1 195 342	1 292 580
	- Comptes à terme	32 089	25 771
	- Comptes d'épargne à régime spécial	442 341	427 851
	- Autres sommes dues	3 281	3 645
11	Dettes représentées par un titre	0	0
	- Bons de caisse	0	0
	- Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
11	Autres passifs	13 037	12 857
11	Comptes de régularisation	62 350	53 179
12	Provisions	10 264	9 361
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
13	Capitaux propres hors FRBG	55 207	47 120
	.Capital souscrit	13 829	13 829
	.Primes liées au capital et réserves	54 519	54 519
12&13	.Provisions réglementées et provisions pour investissement	98	0
	.Report à nouveau	-2 588	-13 239
	.Résultat de l'exercice	-10 651	-7 989

	Total du passif	1 836 109	1 883 516
Notes	Hors bilan	31/12/2016	31/12/2017
14	Engagements de financement reçus	0	0
14	Engagements de garantie reçus	443 862	553 681

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'euros)	Net	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
				Produits (charges) d'exploitation bancaire		
-5 201	-4 572	40 310	38 764	Intérêts et produits (charges) assimilés	35 109	34 192
-429	-131	4 334	5 561	. Opérations avec les établissements de crédit	3 905	5 430
-4 772	-4 441	35 976	33 203	. Opérations avec la clientèle	31 204	28 762
0	0	0	0	. Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
0	0	0	0	. Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0
	0	0	0	. Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
		2 918	2 890	Revenus des titres à revenu variable	2 918	2 890
		2 918	2 890	.Dividendes et produits assimilés	2 918	2 890
		32 759	33 201	Commissions : produits	32 759	33 201
-2 654	-2 765			Commissions : charges	-2 654	-2 765
-828	-786	1 563	1 533	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	735	747
0	0	0	0	. titres de transaction		
-828	-786	1 563	1 533	. opérations de change	735	747
0	0	0	0	. instruments financiers	0	0
0	-1	0	1	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	-0
0	-1	0	1	. titres de placement	0	0
0	0	0	0	. titres de l'activité de portefeuille	0	0
		4 112	6 398	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	4 112	6 398
-303	-507			Autres charges d'exploitation bancaire et assimilés	-303	-507
-8 986	-8 631	81 662	82 787	Produit net bancaire	72 676	74 156
-77 556	-72 881	0	0	Charges générales d'exploitation	-77 556	-72 881
-38 954	-37 025		0	. Frais de personnel	-38 954	-37 025
	-660			. Impôts et taxes		
-38 602	-35 196			. Autres frais administratifs	-38 602	-35 196
-2 941	-2 778			Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob.financières incorporelles et corporelles	-2 941	-2 778
-89 483	-84 290	81 662	82 787	Résultat brut d'exploitation	-7 821	-1 503
-19 836	-20 032	17 487	13 346	Coût du Risque	-2 349	-6 686
-109 319	-104 322	99 149	96 133	Résultat d'exploitation	-10 170	-8 189
-597	-8	64	97	Gains et pertes sur actif immobilisés	-533	89
-109 916	-104 330	99 213	96 230	Résultat courant avant impôt	-10 703	-8 100
0		30	6	Résultat exceptionnel	30	6
3	0	19	7	Impôts sur les bénéfices	22	7
0	0	0	98	Dotations /reprises provisions réglementées	0	98
-109 913	-104 330	99 262	96 341	Résultat net	-10 651	-7 989

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de la manière suivante :

(En euros)	
Résultat de l'exercice	-7.989.153,25
Report à nouveau	-13.238.962,72
Total	-21.228.115,97
Dotation à la réserve légale	/
Dividende	/
Report à nouveau après répartition	-21.228.115,97
Total	-21.228.115,97

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, il est rappelé qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices:

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

IV. Annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2017

Note n° 1 Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Antilles-Guyane

Les états financiers sont établis conformément aux principes comptables applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux états de synthèse individuels.

Les comptes sont établis et présentés en milliers d'euros.

Faits marquants de l'exercice

En 2017, la mise en œuvre du programme de transformation 2015/2018 s'est poursuivie sur l'ensemble de ses composantes, conformément aux plannings prévisionnels.

Changement de méthode

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable réalisé au cours de l'exercice.

Les règles de présentation des comptes sont similaires à celles pratiquées lors de l'exercice précédent.

Situation de liquidité de BNP Paribas Antilles-Guyane

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Antilles-Guyane de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

Principes comptables**Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

BNP Paribas Antilles-Guyane applique le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière immobilière, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur conclue à des conditions hors marché donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

Contrats d'épargne et de prêt réglementés

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers.

Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Antilles-Guyane qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Antilles-Guyane relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Antilles-Guyane, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC les titres sont classés dans les catégories suivantes: titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Antilles-Guyane ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

• Autres titres détenus à long terme

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Antilles-Guyane entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

• Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Antilles-Guyane dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Antilles-Guyane. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Antilles-Guyane est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Antilles-Guyane dispose d'un contrôle exclusif ou conjoint avec d'autres entités du groupe BNP Paribas.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable de la société dont ils relèvent.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les immobilisations sont constituées :

Gros œuvre / structure	60
Façade / couverture	25
Aménagements, agencements	10
Installations générales et techniques	Entre 10 et 15
Climatisation	10
Logiciels	Entre 3 et 5
Logiciels d'infrastructure	8
Matériels de transport	5
Matériels de transport	5
Matériels divers	5
Mobiliers	5
Matériels et accessoires informatiques	5
Photocopieurs	5
Coffres forts	20

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Provisions non liées à des opérations bancaires

BNP Paribas Antilles-Guyane constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Coût du risque

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en euros) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Antilles-Guyane enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite sous la rubrique « Frais de Personnel ».

Impôts

Le taux normal de l'impôt sur les bénéfices de 33,1/3 % a été appliqué.

La banque a également tenu compte de la contribution de 3.3% pour déterminer l'impôt dû au titre de chacune des périodes.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Enfin, BNP Paribas Antilles-Guyane est fiscalement intégrée dans le groupe BNP PARIBAS SA.

Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Antilles-Guyane sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Antilles-Guyane, par les primes de fin de carrière.

• Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

• Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

• Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Antilles-Guyane résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Antilles-Guyane ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Antilles-Guyane et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Antilles-Guyane est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1er janvier 2013, BNP Paribas Antilles-Guyane applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

Enregistrement des produits et charges

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC et aux principes retenus par le groupe BNP Paribas pour ses activités de Banque de Détail, la filiale BNPP Antilles-Guyane étale les frais de dossier de crédit consommation et les commissions apporteurs d'affaires.

Note n° 2 - Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'euros au 31 Décembre	31/12/2016			31/12/2017		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Caisse, Banques Centrales	48 573	0	48 573	48 755	0	48 755
.dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
.dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de Crédit	707 425	0	707 425	703 087	0	703 087
- <i>Comptes ordinaires</i>	243 642		243 642	175 370		175 370
.dt créances sur entreprises liées	136 499		136 499	67 020		67 020
.dt intérêts courus	466		466	824		824
- <i>Comptes et prêts</i>	463 783		463 783	527 717		527 717
.dt créances sur entreprises liées	462 000		462 000	525 347		525 347
.dt intérêts courus	1 783		1 783	2 370		2 370
- <i>Opérations de pension</i>	0		0	0		0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
.Valeurs recues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
Total	755 998	0	755 998	751 842	0	751 842
.dt intérêts courus	2 249		2 249	3 194		3 194

Note n° 3 - Opérations avec la clientèle

En milliers d'euros au 31 Décembre	31/12/2016			31/12/2017		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
- Crédits sains	971 000	0	971 000	1 046 825	0	1 046 825
.Créances commerciales	1 959	0	1 959	1 653	0	1 653
.dt intérêts courus	0		0	0		0
Sociétés	1 959		1 959	1 653		1 653
Entrepreneurs Individuels	0		0	0		0
Particuliers	0		0	0		0
Autres	0		0	0		0
.Comptes débiteurs	31 521	0	31 521	41 873	0	41 873
.dt intérêts courus	5		5	27		27
Sociétés	21 990		21 990	33 864		33 864
Entrepreneurs Individuels	1 246		1 246	1 357		1 357
Particuliers	6 904		6 904	6 137		6 137
Autres	1 376		1 376	488		488
.Autres crédits	937 520	0	937 520	1 003 299	0	1 003 299
.dt intérêts courus	1 349		1 349	1 266		1 266
Sociétés	467 299		467 299	506 747		506 747
Entrepreneurs Individuels	10 780		10 780	10 472		10 472
Particuliers	445 812		445 812	471 658		471 658
Autres	12 280		12 280	13 156		13 156
.Restructurés	0	0	0	0	0	0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
- Douteux et Douteux compromis	97 329	62 485	34 844	100 627	61 600	39 027
douteux	15 635	3 837	11 798	26 366	5 912	20 454
.dt intérêts courus	3 282	3 282	0	3 241	3 241	0
.dt effets désactualisation	1 500	0	1 500	909	0	909
douteux compromis	81 694	58 648	23 046	74 261	55 688	18 573
.dt intérêts couru	0	0	0	0	0	0
.dt effets désactualisation	14 085	0	14 085	12 965	0	12 965
Total	1 068 329	62 485	1 005 844	1 147 452	61 600	1 085 852
.dt intérêts courus	4 636	3 282	1 354	4 534	3 241	1 293

Note n°4 - Provisions sur créances interbancaires et clientèles

En milliers d'Euros au 31 Décembre	Encours de dépréciations au 31/12/2016	Dotations aux dépréciations de l'exercice a	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice b	Utilisations des dépréciations de l'exercice c	Encours de dépréciations au 31/12/2017
Provisions inscrites en déduction de l'actif	62 485	11 547	4 483	7 949	61 600
- sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits	0	0	0	0	0
- sur opérations avec la clientèle (1)	62 485	11 547	4 483	7 949	61 600
encours douteux et douteux compromis Sociétés	15 094	6 742	1 679	3 977	16 180

encours douteux et douteux compromis EI	31 090	662	400	945	30 407
encours douteux et douteux compromis Particuliers	16 295	4 080	2 391	3 008	14 976
encours douteux et douteux compromis Autres	6	63	13	19	37
Provisions inscrites au passif	1 683	493	942	319	915
- sur engagements par signature	149	77	0	0	226
encours douteux et douteux compromis Sociétés	149	77	0	0	226
encours douteux et douteux compromis E.I.	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Particuliers	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
- provision pour litiges divers (2)	1 534	416	942	319	689
Total	64 169	12 040	5 425	8 268	62 515

Coût du risque (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2017
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations (4)	-402	-1 132
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations (3)	-8 921	-7 949
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	8 921	7 949
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	-10 640	-10 951
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	8 193	4 483
Récupération sur créances amorties	499	914
Total	-2 349	-6 686

Note n° 5 - Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèles

En milliers d'Euros au 31 Décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	239 842	50 000	259 000	203 000	751 842
- Caisse, Banques Centrales	48 755	0	0	0	48 755
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0
- Créances sur les établissements de crédit (1)	191 087	50 000	259 000	203 000	703 087
. Comptes ordinaires	175 370	0			175 370
. Comptes et prêts	15 717	50 000	259 000	203 000	527 717
. Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés					0
Opérations avec la clientèle	90 319	104 764	419 140	432 602	1 046 825
- Créances sur la clientèle (2)	90 319	104 764	419 140	432 602	1 046 825
. Comptes débiteurs	41 873				41 873
. Créances commerciales et autres crédits	48 446	104 764	419 140	432 602	1 004 952
dt Prêts d'épargne-logement	8	20	51	0	79
. Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
. Restructurés	0	0	0	0	0
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0	0
Total	330 161	154 764	678 140	635 602	1 798 667

(1) Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2017 à 175 370 Keuros contre 243 642 Keuros au 31 décembre 2016.

(2) nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle

Note n° 6 - Titres à revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2016			31/12/2017		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Actions et titres à revenu variable	1	0	0	0	0	0
- Titres de placement	1	0	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	4 547	4 544	13 850	4 555	4 543	15 040
- Titres de participation non cotés évalués selon :	4 547	4 544	13 850	4 555	4 543	15 040
. La situation nette	3 538	3 535	12 841	3 538	3 525	14 023
. La valeur de transaction	0	0	0	0	0	0
. Le coût de revient	1 009	1 009	1 009	1 017	1 017	1 017
- Titres cotés	0	0	0	0	0	0
Portefeuille évalué par référence à la moyenne des cours du dernier mois de l'exercice						
Total	4 548	4 544	13 850	4 555	4 543	15 040

Note n° 7 - Immobilisations financières, incorporelles et corporelles

En milliers D'euros au 31 décembre	Montant brut début 2017	Transfert de poste a poste	Acquisitions (1)	Cessions (1)	Montant brut fin 2 017	Cumul Dépréciations début 2017	Transfert de poste a poste	Dotations	Reprises	Cumul Dépréciations fin 2017	Montant net fin 2017
- Parts dans les entreprises liées	0		0	0	0	0		0	0	0	0
- Participations et autres titres détenus à long terme	4 547		216	208	4 555	3		9	0	12	4 543
Total des immobilisations financières	4 547		216	208	4 555	3		9	0	12	4 543
- Immobilisations incorporelles	11 563		205	1 546	10 222	10 810		288	1 546	9 552	670
- Immobilisations en cours	30		24	0	54	0		0	0	0	54
Total des immobilisations Incorporelles	11 593		229	1 546	10 276	10 810		288	1 546	9 552	724
- Terrains, constructions, installations et aménagements des constructions	35 412	4 244	372	771	39 257	23 311	3 151	1 629	746	27 344	11 912
- Equipement, mobilier, installations générales agencements et aménagements divers	20 426	-4 244	1 194	3 318	14 058	16 871	-3 151	852	3 317	11 255	2 803
- Immobilisations en cours	318		386	1	703	0		0	0	0	703
Total des immobilisations Corporelles	56 155		1 952	4 090	54 018	40 182		2 481	4 063	38 600	15 418
Total	72 295		2 397	5 844	68 849	50 995		2 778	5 609	48 164	20 685

(1) Acquisitions, cessions, mouvements provenant des Immobilisations en cours

Note n° 8 - Comptes de régularisation et autres actifs

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
Comptes de régularisation - actif	46 788	19 065
- Comptes d'encaissement	38 200	15 968
- Produits à recevoir	1 211	1 015
- Charges constatées d'avance	468	600
- Autres comptes de régularisation débiteurs	6 909	1 482
Autres actifs	6 178	6 072
- Débiteurs divers	6 102	6 022
. Dépôts de garantie versés	0	0
. Primes payées d'avance	81	37
. Fonds de Garantie des dépôts	1 561	1 506
. Autres débiteurs divers	4 460	4 479
- Comptes de stocks et autres emplois	76	50
. Autres débiteurs divers	76	50
- Instruments conditionnels taux d'intérêt	0	0
Total	52 966	25 137

Note n° 9 - Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles

En milliers d'euros au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2017
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	11 067	85	0	0	11 152
. Banques centrales	0	0	0	0	0
. Dettes envers les établissements de crédit	11 067	85	0	0	11 152
- Comptes ordinaires	11 067	0	0	0	11 067
dt dettes sur entreprises liées	6 866				6 866
dt autres sommes dues	2 279				2 279
dt intérêts courus (2)	26				26
- Comptes et emprunts (1)	0	85	0	0	85
dt dettes sur entreprises liées	0	85	0	0	85
dt intérêts courus (2)	0				0
- Opérations de pension	0	0	0	0	0
. valeurs données en pension ou vendues ferme	0				0
Total	11 067	85	0	0	11 152

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 10 - Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduelles

en milliers d'Euros au 31 Décembre	Échéance inférieure à 3 mois	Échéance comprise entre 3 mois et 1 an	Échéance comprise entre 1 an et 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2017
Comptes créditeurs	1 700 461	22 032	22 483	4 871	1 749 847
- Comptes ordinaires	1 292 580	0	0	0	1 292 580
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Comptes créditeurs à terme	13 444	12 164	163	0	25 771
<i>dt intérêts courus (1)</i>	113				113
- Comptes d'épargne à régime spécial	390 792	9 868	22 320	4 871	427 851
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
<i>dt PEL</i>	41 964	9 868	22 320	4 871	79 023
<i>dt CEL</i>	25 770				25 770
- Autres sommes dues	3 645	0	0	0	3 645
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Operations de pensions	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
- Bons de caisse	0	0	0	0	0
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Autres Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Total	1 700 461	22 032	22 483	4 871	1 749 847

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 11- Comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
Comptes de régularisation - passif	62 350	53 179
- Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	6 468	7 470
- Charges à payer	6 923	8 934
- Produits constatés d'avance	2 030	2 263
- Compte d'ajustement créditeurs	1	0
- Autres comptes de régularisation créditeurs	46 928	34 512
Autres passifs	13 037	12 857
- Créiteurs divers	13 037	12 857
<i>. Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires</i>	<i>1 025</i>	<i>926</i>
<i>. Rémunération due au personnel</i>	<i>2 339</i>	<i>2 845</i>
<i>. Provision pour participation et intéressement</i>	<i>2 375</i>	<i>2 438</i>
<i>. Autres créiteurs divers</i>	<i>7 298</i>	<i>6 648</i>
Total	75 387	66 036

Note n° 12- Provisions

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2016	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2017
- Provisions	10 264	2 996	2 188	1 710	9 361
- Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	149	77		0	226
- Provision pour indemnités de départ en retraite	1 581	435	75	644	1 297
- Provision PLAN ISIS	191	112	120	0	183
- Provision pour primes de médailles	2 559	422	407	0	2 574
- Provisions PEL/CEL	869	0	0	125	744
- Provision pour risques suspens commissions	588	416	319	121	563
- Provisions pour CET	1 165	11	0	0	1 176
- Provisions restructuration	1 517	1 169	1 064	0	1 622
- Provision pour risques suspens marge intérêts	820	0	0	820	0
- Provision redressement URSSAF	500	0	0	0	500
- Provision litiges personnel	199	354	203	0	350
- Provisions pour redressement fiscal	0	0	0	0	0
- Provisions pour risques / litiges	126	0	0		126
- Provisions réglementées	98	0	0	98	0
- Provision pour investissements	98	0	0	98	0
- Total	10 361	2 996	2 188	1 808	9 361

Note n° 13 - Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2016	Affectation	Autres	31/12/2017	Affectation	Après
------------------------------------	------------	-------------	--------	------------	-------------	-------

		résultat 2016	variations		proposée	affectation proposée
Capital (1)	13 829		0	13 829		13 829
Primes liés au capital	53 875		0	53 875		53 875
- prime d'émission	6 749		0	6 749		6 749
- prime de fusion	46 721		0	46 721		46 721
- prime d'apport	405		0	405		405
Réserves	644			644		644
- légale	644			644		644
- réglementées (PVL + réévaluation)						
- libres						
FRBG	0		0	0		0
Provisions réglementées	98		0	0		0
Report à nouveau	-2 588	-10 651	0	-13 239	-7 989	-21 228
Distribution dividende					0	
Résultat	-10 651	10 651	-7 989	-7 989	7 989	0
Total	55 207	0	-7 989	47 120	0	47 120

(1) Le capital social est composé de 1 728 665 actions de 8 euros chacune

Note n° 14 - Engagements donnés et reçus

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
- Engagements donnés	155 339	172 664
- Engagement de financement	32 006	37 665
- Engagement de garantie	123 333	134 999
- Engagement sur titres	0	0
- Engagements reçus	443 862	553 681
- Engagement de financement	0	0
- Engagement de garantie	443 862	553 681
- Engagement sur titres	0	0

Note n° 15 - Produit net bancaire

En milliers d'Euros au 31 décembre	2016			2017		
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total
Opérations avec les établissements de crédit	3 905	-275	3 630	5 430	-403	5 027
Opérations avec la clientèle	31 203	30 381	61 584	28 762	30 839	59 601
Charges sur dettes représentées par un titre						
- Bons de caisse						
- Titres de créances négociables						
- Titres du marché interbancaire						
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe						
Revenus des titres à revenu variable	2 918	0	2 918	2 890	0	2 890
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	735	0	735	747	0	747
- Titres de transaction						
- Opérations de change	735	0	735	747	0	747
- Instruments financiers						
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés						
- Portefeuille-titres de placement						0
Total des produits (charges) d'exploit. bancaire	38 761	30 106	68 867	37 829	30 436	68 265
Autres produits (charges) d'exploit. bancaire	0	3 809	3 809	0	5 891	5 891
Produit net bancaire	38 761	33 915	72 676	37 829	36 327	74 156

Note 16 : Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
-429	-131	4 334	5 561	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	3905	5430
-429	-131	4 334	5 561	. Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	3 905	5 430
0	0	0	0	. Intérêts sur valeurs reçues (données) en pension	0	0
0	0	0	0	. Charges sur titres participatifs	0	0
0	0	0	0	. Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	0	0
-333	-466	57	63	. Total des Commissions	-276	-403
-333	-466	57	63	. Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	-276	-403
0	0	0	0	. Commissions sur opérations Hors Bilan	0	0

-762	-597	4 391	5 624	Total	3 629	5 027
------	------	-------	-------	-------	-------	-------

Note n°17 - Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
-4 772	-4 441	35 976	33 203	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	31 204	28 762
-4 772	-4 441	35 976	33 203	. Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	31 204	28 762
0	0	0	0	. Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
-2 321	-2 299	32 701	33 138	. Total des commissions et produits (charges) assimilés	30 380	30 839
-387	-416	17 162	17 572	. Commissions/ opérations avec la clientèle	16 775	17 156
0	0	0	0	. Commissions/ opérations sur titres	0	0
0	0	138	148	. Commissions/ opérations de change	138	148
-1 894	-1 871	14 248	14 215	. Commissions/ prestations de services financiers	12 354	12 344
0	0	10 305	10 107	. dont commissions sur moyens de paiement	10 305	10 107
0	0	0	0	. dont commissions sur swaps de taux d'intérêts	0	0
-40	-12	1 153	1 203	. Commissions sur opérations de hors-bilan	1 113	1 191
-40	-12	66	51	. sur les engagements de financement	26	39
0	0	1 055	1 121	. sur les engagements de garantie	1 055	1 121
0	0	32	31	. sur instruments financiers à terme	32	31
0	0	0	0	. Autres commissions et produits divers	0	0
-7 093	-6 740	68 677	66 341	Total	61 584	59 601

Note n° 18 - Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'euros au 31 décembre	2016	2017
Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
- Titres de placement	0	0
- Titres d'investissement	0	0
Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :	2 918	2 890
- Titres de participation + autres titres détenus à long terme	2 918	2 890
Gains (pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titres	0	0
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe	0	0
- Résultats réalisés sur cessions	0	0
. plus-values	0	0
. moins-values	0	0
- Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation	0	0
. dotation aux provisions pour dépréciation	0	0
. reprise de provisions pour dépréciation	0	0
- Gains (pertes) sur titres de transaction	0	0
Total	2 918	2 890

Note n° 19 - Plus ou moins values sur immobilisations

En milliers d'euros au 31 décembre	2016	2017
Plus ou moins values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	17	88
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	20	96
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	-3	-8
Résultats de cession & provisions sur immobilisations financières	-550	0
- Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières	-550	-1
. participations et parts dans les entreprises liées	-594	-1
. autres titres détenus à long terme	44	0
- Reprises de provisions pour dépréciation Immo. financières	0	1
. titres d'investissements (issus d'un reclassement)	0	0
. participations et parts dans les entreprises liées non consolidées	0	1
. autres titres détenus à long terme	0	0
Total	-533	88

Note n° 20 - Frais de personnel

En milliers d'Euros au 31 décembre	2016	2017
- Salaires et traitements	-23 469	-21 945
- Autres charges	-12 536	-12 625
- Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites	-2 993	-3 329
- Dotations et reprises pour autres engagements sociaux	-26	-26
- Autres charges sociales	-9 776	-9 119

- Charges refacturées	0	0
- Provisions litiges frais de personnel	259	-151
- Intéressement et participation des salariés	-1 279	-1 141
- Participation des salariés	-1 254	-1 081
- Intéressement des salariés	-25	-60
- Impôts, taxes et verst. assimilés sur rémunérations	-1 670	-1 314
Total	-38 954	-37 025

Note n° 21 - Produits et charges exceptionnels

en milliers d'euros au 31 décembre	2016	2017
Produits exceptionnels	30	6
Charges exceptionnelles	0	0
Total	30	6

Note n° 22 - Impôts

En milliers d'Euros au 31 décembre	2016	2017
Charge des impôts courants de l'exercice	0	0
Charge des impôts courants de l'exercice A-1	3	7
Provisions pour redressement fiscal	19	0
Provisions pour risque fiscal	0	0
Charge nette d'impôts	22	7

Note n° 23 - Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d' Euros au 31 décembre	Solde	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
-334	-128	2 236	4 445	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	1 902	4 317
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0	0	0	0	Charges et produits sur empr. ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres sub. à durée indéterminée et titres participatifs.	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
-334	-128	2 236	4 445	Total des intérêts et produits (charges) assimilés (1)	1 902	4 317
0	0	0	0	Com. sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	0
0	0	0	0	Commissions sur opérations sur titres	0	0
0	0	0	0	Commissions sur opérations de change	0	0
-40	-12	0	0	Commissions sur opérations de hors-bilan	-40	-12
-19	-9	3 606	6 472	Commissions et produits (charges) divers	3 587	6 463
-59	-21	3 606	6 472	Total des commissions et divers produits (charges) (2)	3 547	6 451
-393	-149	5 842	10 917	Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées	5 449	10 768

(1) Dont Intérêts sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 128 / produits : 4445)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 21 / produits : 393)

BNPP Asset Management (charges : 0 / produits : 183)

Cardif Assurance Vie (charges : 0 / produits : 5896)

Note n° 24 Autres Informations**I - Rémunération des organes de Direction**

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02/08/94.

II - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante :

	2016	2017
Effectif Moyen	478	440
- dont cadres	152	145
- dont techniciens & employés	326	295

III - Appartenance au groupe BNP Paribas :

Les comptes de BNP Paribas ANTILLES-GUYANE sont inclus dans les comptes consolidés, consultables 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS cédex, établis par BNP Paribas SA- SIRET : 66204244900014

V. — Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices
(Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2013	2014	2015	2016	2017
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	6 440 000	6 440 000	6 440 000	13 829 320	13 829 320
Nombre d'actions émises	402 500	402 500	402 500	1 728 665	1 728 665
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	40 409 269	37 916 559	35 811 480	78 738 571	79 699 870
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	3 473 505	2 786 065	-3 637 205	-14 920 277	-6 696 658
Impôts sur les bénéfices	165	0	0	-2 667	-7 467
Participation des salariés due au titre de l'exercice	397 138	359 732	384 463	1 253 964	1 080 617
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	1 082 075	-1 038 381	-1 551 034	-10 651 143	-7 989 153
Montants des bénéfices distribués	322 000	0	0	0	0
Résultat des opérations réduits à une seule action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	7,64	6,03	-9,99	-9,35	-4,50
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	2,69	-2,58	-3,85	-6,16	-4,62
Dividende versé à chaque action	0,80	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Nombre de salariés au 31 Décembre	211	204	206	478	440
Montant de la masse salariale	10 934 523	10 868 339	10 546 905	25 329 562	23 846 139
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Oeuvres sociales, etc...)	5 125 969	5 037 256	4 854 609	11 865 080	10 853 558

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires de la société BNP Paribas Antilles Guyane,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Antilles Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques:

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie	
BNP Paribas Antilles Guyane est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.	Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes.
Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les	

<p>risques avérés de pertes. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle.</p> <p>Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Tel qu'indiqué dans les notes 3 et des annexes aux états financiers, les encours bruts de prêts à la clientèle de la Banque s'élève au 31 décembre 2017 à 1 147,5 millions d'euros dont 100,6 millions d'euros de crédits douteux et douteux compromis provisionnés à hauteur de 61,6 millions d'euros. Le coût du risque de l'exercice 2017 s'établit à une charge de 6,7 millions d'euros.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit sur les prêts non souverains constituaient un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du processus de revue de crédit.</p> <p>Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>
---	---

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels:

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relative au gouvernement d'entreprise:

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas Antilles Guyane par votre assemblée générale du 11 mai 2006 pour le cabinet Deloitte et Associés et renouvelés lors de celui du 4 mai 2011 puis celui du 10 Mai 2017 et le 11 mai 2006 pour le cabinet Mazars et renouvelés aussi lors de celui du 4 mai 2011 puis celui du 10 Mai 2017.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 12ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 27 Avril 2018
Les commissaires aux comptes

Mazars
Matthew BROWN

Deloitte et Associés
Jean-Vincent COUSTEL

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être consulté dans les locaux de BNP Paribas - 34, avenue de l'Opéra – 75002 Paris.